

L'INTÉRÊT POLITIQUE DES JEUNES : UNE CONCEPTION MULTIDIMENSIONNELLE*

Bernard FOURNIER

Chargé de cours au Département de Science politique, Université de Liège

Min REUCHAMPS

Aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS au Département de Science
politique, Université de Liège

Élodie FLABA

Assistante au Département de Science politique, Université de Liège

Élections présidentielles et législatives en France, élections présidentielles américaines, élections fédérales et régionales en Belgique et difficultés autour de la formation du gouvernement fédéral, ces derniers mois ont été fortement marqués par une effervescence politique. En dépit de ce contexte favorable, tous les citoyens ne manifestent peut-être pas le même degré d'attention à la politique, en particulier les jeunes, souvent stigmatisés par une image d'apolitisme. Qu'en est-il exactement ? Évidemment, tous les spécialistes de la question — et ils sont de plus en plus nombreux¹ — savent que « la jeunesse n'existe pas »².

* Divers organismes et personnes ont assuré le financement de nos enquêtes, et particulièrement le P^r Michel Herbiet, professeur honoraire de sciences politiques de l'Université de Liège, pour l'enquête de 2007. Nous avons aussi apprécié l'aide précieuse de Vincent Cobut, Pierre Gramme, Thomas Roland et Raphaël Truong qui ont vu à la passation de l'enquête dans les différentes écoles. Nos vifs remerciements vont également à Alexia Pironet qui a magnifiquement orchestré l'ensemble de la collecte des données et a ainsi permis de rejoindre 1437 jeunes ainsi qu'à Émilie Parthoens qui a collaboré au dépouillement des questionnaires. Le P^r Raymond Hudon, de l'université Laval, nous a également accompagnés dans toutes ces recherches. Finalement, nous sommes heureux de remercier les directeurs d'établissement scolaire et les enseignants pour leur accueil chaleureux et leur collaboration inestimable, de même que les élèves qui ont bien voulu répondre à ce long questionnaire.

¹ Parmi les travaux récents, on notera cette grande enquête sur les jeunes qui vient d'être menée par des politologues de la *Katholieke Universiteit Leuven*, en collaboration avec l'université McGill (Ellen Claes, Céline Declaire, Yves Dejaeghere, Stefaan Fiers, Marc Hooghe et Ellen Quintelier. *Étude Jeunesse 2006 : Un premier portrait des opinions des jeunes de seize ans*, Louvain, Centre for Citizenship and Democracy, 2006, 22 pages). En 2005, un colloque sur l'engagement des jeunes en Europe a été organisé par la Confédération des organisations de jeunesse (COJ) de Belgique dont les actes ont été publiés (COJ, *Actes du séminaire sur « L'Engagement des jeunes en Europe »*, Bruxelles, 2006, 45 pages). On consultera également le numéro spécial « Engagement social et politique dans le parcours de vie », publié en 2004 dans la revue *Lien social et politique* sous la direction de Jean-François Guillaume et Anne Quéniart. En outre, plusieurs ouvrages d'Anne Muxel donnent une bonne introduction à la question de l'intérêt des jeunes à la politique (voyez par exemple, *Les jeunes et la politique*, suivi d'un débat avec Pascal Perrineau, Paris, Hachette, 1996, coll. « Questions de politique »). Sur la socialisation politique des jeunes, les travaux d'Annick Percheron peuvent également être consultés avec profit. Notons entre autres : « Les jeunes et la politique ou la recherche d'un nouveau civisme », *Jeunes d'aujourd'hui ; regards sur les 13-25 ans en France*, Paris, La documentation française, 1987, pp. 118-126, de même que *Âge et politique*, sous la direction d'Annick Percheron et René Rémond, Paris, Economica, 1991, 272

Il est donc important de déterminer de « quels » jeunes on parle et de toujours définir nos indicateurs.

Nous possédons de nombreuses données qui nous permettent de jeter un éclairage sur ces questions et plus particulièrement sur l'intérêt politique des jeunes. En février et mars 2007, reproduisant le protocole d'une enquête réalisée par l'un d'entre nous en 1990³, nous avons distribué un questionnaire de 150 questions à 1437 jeunes Liégeois⁴ afin de mieux connaître leur participation, leur intérêt politique, leur vision du rôle de l'État, leurs identités ainsi que leur connaissance du fédéralisme⁵. Dans ce chapitre, notre intention est de revenir sur certains de ces résultats pour mieux placer les débats actuels sur l'intérêt politique des jeunes dans une perspective multidimensionnelle. L'intérêt politique est un phénomène multiple : nos résultats nous le prouvent.

La plupart des recherches quantitatives en science politique mesurent l'intérêt politique des répondants au travers d'une question classique, « Est-ce que vous vous intéressez à la politique ? », et proposent une échelle en quatre modalités – beaucoup, assez, peu et pas du

pages. Finalement, on consultera le site Web de l'Observatoire Jeunes et Société (<http://www.obsjeunes.qc.ca>).

² Pierre Bourdieu, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, pp. 143-154 (reproduction d'un entretien avec Anne-Marie Métaillé paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des âges, 1978, pp. 520-530).

³ Cette première enquête effectuée dans des classes de 4^e à 6^e secondaires à Liège ainsi qu'à Paris et à Québec fut pour nous une formidable source de renseignements. On consultera, entre autres, Raymond Hudon et Bernard Fournier, « À quel âge est-on prêt à voter ? La participation des jeunes à la vie collective », *Perspectives électorales/Electoral Insight*, vol. 5, n° 2, juillet 2003, pp. 36-41 ; Bernard Fournier et Raymond Hudon, « Appartenance nationale et cohérence des univers de référence. Études auprès d'étudiants québécois en 1992 et 1995 », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 15^e année, vol. 28, n° 2, 1995, pp. 97-117 ; Raymond Hudon, Bernard Fournier et Louis Métivier, « L'intérêt des jeunes pour la politique : une question de mesure ? Enquêtes auprès de jeunes de 16 à 24 ans », in *Les jeunes et la vie politique au Canada. Engagement et participation*, sous la direction de Kathy Megyery, Montréal, Wilson & Lafleur, 1992, coll. « Études de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis politiques », vol. VIII, pp. 3-66 ; Bernard Fournier, « Faire partie d'une association, aujourd'hui : qui sont les jeunes qui participent, au Québec, en France et en Belgique ? », *Égalité ; revue acadienne d'analyse politique*, n° 30, automne 1991, pp. 39-67.

⁴ Au plan statistique, la composition des échantillons n'est pas aléatoire, mais le choix des établissements et des classes a été fait en respectant la diversité sociale et culturelle de la région liégeoise. Puisque l'enquête s'est déroulée pendant toute l'heure réservée à un cours et parfois en présence du professeur responsable, aucun refus de répondre n'a été enregistré. Le réseau scolaire, comme le rappelle Annick Percheron, s'avère pour les chercheurs une des seules solutions accessibles et économiques leur permettant de rejoindre un nombre important de répondants (« L'innocence politique des enfants », *Les 10-16 ans et la politique*, sous la direction d'Annick Percheron, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978). Voir la *Notice méthodologique* en annexe pour plus de précisions sur la composition de l'échantillon.

⁵ Sur ce sujet, voyez Bernard Fournier et Min Reuchamps, « Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes Liégeois », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 3, 2008, pp. 371-383.

tout – ou parfois une échelle allant de 1 à 10 (de pas du tout intéressé à très intéressé). Comme le montre le Tableau 1, 33 % des élèves de 4^e à 7^e secondaires interrogés en 2007 se disent *beaucoup* ou *assez intéressés* à la politique. L'intérêt semble bien minoritaire. Est-ce surprenant à cet âge (certains n'ayant d'ailleurs pas encore le droit de vote⁶) ? En fait, l'intérêt politique des adultes, quant à eux, ne diffère pas significativement de celui des jeunes. Il y a des signes de rejet de la politique parmi les adultes : environ un quart des adultes ne s'intéresse pas à la politique et seulement 10 % s'y intéresse fortement, d'après les résultats du *European Social Survey*⁷. Cet indicateur classique cache tout de même plusieurs réalités plus complexes.

Tableau 1
Élèves liégeois de 16-19 ans et intérêt politique
(Liège, 2007)

<i>Est-ce que tu t'intéresses à la politique ?</i>					
	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout	SR
Intéressés à la politique	8	25	39	23	5

N = 1437.

Il existe de nombreuses façons d'esquisser un portrait des opinions des jeunes. Pour notre part, nous préférons illustrer nos résultats à l'aide d'analyses multidimensionnelles telles que la classification ascendante hiérarchique. Ce choix est aussi épistémologique que pratique et il nous semble important de le justifier rapidement⁸.

La façon habituelle de traiter les données consiste à illustrer et comparer les opinions en fonction notamment du genre, de l'âge, de l'occupation – du répondant ou de ses parents. Cependant, est-ce là une représentation adéquate des réalités ? Est-ce une *synthèse*

⁶ Peu d'entre eux semblent cependant enthousiastes à l'idée de l'exercer plus tôt (moins de 25 %, en 1990 ou en 2007 souhaiteraient voir le droit de vote abaisser à 16 ans). Est-ce un refus de se voir imposer une « obligation » ? Il reste tout de même un peu étrange de se refuser un « droit » – dès 16 ans, un jeune peut jouer un rôle social important.

⁷ Cette enquête réalisée dans plusieurs pays a été entreprise par sept universités européennes en 2004 ; la base de données et les notes méthodologiques sont disponibles à <http://www.europeansocialsurvey.org/>, consulté pour la dernière fois le 5 mai 2009.

⁸ Voyez également Bernard Fournier, « Le mythe de la dépolitisation de la jeunesse », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 2, 2007, pp. 295-299.

fructueuse ? En considérant les jeunes comme des « entités homogènes » à partir de quelques variables que l'on souhaite « explicatives » – telles que le sexe, les préférences partisans ou les cultures nationales –, on pourrait présupposer que les attitudes et les comportements se produisent de manière non équivoque et se développent *au sein* de ces entités. Ce portrait présuppose une perspective théorique : les attitudes et les comportements sont considérés comme des résultats de conditions « externes » à l'individu. Nous ne sommes pas d'accord avec cette vision – dominante dans les études d'opinion depuis la révolution behavioriste des années 1950⁹. Selon une autre conception du processus de socialisation suggérée par Jean Piaget, entre autres¹⁰, nous soutenons que chaque individu, au-delà de son appartenance concrète à des groupes, développe aussi sa propre vision du monde et donne forme à un cadre de référence incluant des réalités qui lui apparaissent plus importantes que d'autres.

Pour les jeunes – de même que pour les adultes –, il existe différents univers de référence et ceux-ci ne sont pas nécessairement – rarement, en fait – formés à partir de catégories sociologiques communes. Les individus s'approprient le monde qui les entoure et combinent cette appropriation à des perceptions précédemment acquises ; ce procédé dialectique crée une *mosaïque des possibilités* que le chercheur doit essayer de respecter¹¹.

Bien sûr, la portée d'une analyse quantitative est limitée et ne permet pas de comprendre l'articulation complexe des univers de référence des individus. Cependant, au lieu de rendre compte de nos résultats par des catégories homogènes, nous divisons les attitudes politiques,

⁹ Parmi les travaux fondateurs de cette perspective théorique, ceux de Philip E. Converse ont particulièrement influencé les recherches ultérieures, voyez notamment Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in *Ideology and discontent*, sous la direction de David Ernest Apter, New York, Free Press, 1964, pp. 206-261.

¹⁰ Annick Percheron a adapté les discussions sur les processus de socialisation à l'étude des mécanismes de socialisation politique en particulier (*L'univers politique des enfants*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques/Armand Colin, 1974, coll. « Travaux et recherches de science politique », n° 27, 264 p. ; « La socialisation politique: défense et illustration », in Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, tome III : *L'action politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, pp. 165-235. Ces processus de socialisation ont également été discutés utilement par Shawn W. Rosenberg (*Reason, Ideology and Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1988) ; et aussi, avec Dana Ward et Stephen Chilton (*Political Reasoning and Cognition. A Piagetian View*, Durham, Duke University Press, 1988).

¹¹ Voir aussi Bernard Fournier, « Socialisation politique et mosaïque des possibles : l'apport de Jean Piaget », in Didier Vrancken, Christophe Dubois et Frédéric Schoenaers (dir.), *Penser la négociation. Mélanges en*

les opinions et les comportements en une série de questions illustrant des *dimensions* spécifiques. Ensuite, en considérant simultanément les réponses, chaque dimension est illustrée par une série de classes composées d'individus partageant une même structure dans leur choix de réponses. En d'autres mots, les réponses des individus ne sont pas considérées une par une, mais en combinaison avec un certain nombre d'autres réponses. Ces classes résultent d'une classification ascendante hiérarchique qui permet de regrouper progressivement les différents individus en fonction de la proximité de leur profil de réponses¹². Une telle synthèse de l'information nous donne une image considérablement enrichie, dans la mesure où les structures ou classes construites de cette façon doivent être interprétées dans leur pluralité et ne peuvent être comprises qu'en examinant les différences avec les autres structures.

À partir d'une grande variété de variables politiques au sens strict et au sens large ainsi que de variables sociales, nous proposons une conception multidimensionnelle de l'intérêt politique des jeunes qui permet d'appréhender plus finement cette notion au cœur de l'engagement et de la participation politique des citoyens. Par ailleurs, une définition plurielle de l'intérêt politique, d'une part, diminue le risque de distinguer des « bons » jeunes qui s'intéressent à la politique des « mauvais » jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique et, d'autre part, élargit le champ d'analyse au-delà de la politique « politicienne » qui rebute *a priori* – et sans aucune autre forme de procès – un grand nombre de jeunes.

Afin d'appréhender la réalité complexe de l'intérêt politique, nous procédons étape par étape en présentant trois classifications ascendantes hiérarchiques regroupant respectivement des variables politiques au sens strict, des indicateurs des perceptions de la politique et des

hommage à Olgierd Kutry, Bruxelles, De Boeck, 2008, pp. 83-91.

¹² Généralement, six ou sept classes sont dégagées dans lesquels les individus regroupés partagent un profil plus similaire que celui des autres répondants. En aucun cas, le terme « similaire » ne suggère l'homogénéité. Pour plus de détails techniques, voyez J. Juan, « Classification ascendante hiérarchique selon les voisins réciproques », *Les cahiers de l'analyse des données*, vol. VII, n° 2, 1982. On consultera également, Michel Jambu, *Exploration informatique et statistique des données*, Paris, Dunod, 1989, « Collection technique et

valeurs sociales. Ensuite, afin de dégager une conception multidimensionnelle de l'intérêt politique, l'ensemble de ces variables sera utilisé dans deux classifications générales regroupant les jeunes en classes selon leur type d'intérêt politique.

Intérêt politique et variables politiques

Dans notre enquête, outre la question classique d'intérêt politique, des questions sur la proximité partisane, la fréquence des discussions politiques et la participation à des débats ou des événements politiques ont été posées. Parmi ces indicateurs d'intérêt politique au sens strict, nous en avons sélectionné quatre pour les mettre en relation avec la question de l'intérêt politique. En complément des indicateurs politiques (ou *éléments principaux*), des *éléments supplémentaires* ont également été ajoutés aux analyses. Ceux-ci n'influencent pas le processus de classification, mais permettent de caractériser – socialement et/ou politiquement – les étudiants de chaque classe. Deux types d'éléments supplémentaires ont généralement été ajoutés : d'un côté, les variables sociodémographiques habituelles (sexe, profession du père et de la mère, filière d'études et type d'école) et, de l'autre côté, un indicateur politique (proche de quel parti, par exemple)¹³.

Trois classes (Tableau 2a), définissant trois profils différents d'étudiants, ressortent de l'analyse. ***La première classe, la plus petite en taille (17 %), regroupe des étudiants qui s'intéressent fortement à la politique (au sens large du terme).*** Les membres de cette classe sont très actifs si l'on considère qu'ils ont participé à des débats et événements politiques, ou se sentent très concernés par les décisions du gouvernement (Tableau 2b¹⁴). Ils sont plus

scientifique des télécommunications », 506 pages.

¹³ Ces éléments ou variables supplémentaires caractérisent les personnes regroupées en classes sans toutefois intervenir dans la création des classes elles-mêmes. Ainsi, dans cette première analyse, les classes sont déterminées sur la base d'indicateurs d'intérêt politique. Ensuite, d'autres variables, comme le sexe, l'identification partisane et d'autres indicateurs sociodémographiques, viennent caractériser ces classes. Dans notre esprit, l'ajout de ces éléments ne contredit pas les développements théoriques ci-dessus puisque ces variables ne prennent pas part à la construction de la classification (elles sont *en supplémentaire*).

¹⁴ Le premier tableau indique les classes qui ont été dégagées, avec les principaux éléments en supplémentaire. Le second décrit le contenu de chaque classe selon les éléments principaux (ce qui distingue chaque classe). Comparer ces deux tableaux permet de connaître ce qui rassemble et distingue les individus.

nombreux à poursuivre des études secondaires générales (87 % contre 79 % parmi tous les répondants), ils se sentent proches du parti Écolo ou des libéraux ainsi que des socialistes ; cependant, un peu moins d'étudiants se disent proches du PS que dans l'échantillon total (30 % contre 34 % – une différence somme toute mineure). Seul un petit nombre d'entre eux ne répond pas à la question de l'identification partisane ou se sent proche « d'autres partis » (respectivement 2 % et 9 % contre 4 % et 13 % dans l'échantillon total).

Tableau 2a
Intérêt politique et variables politiques (classification avec variables supplémentaires)
(Liège, 2007)

17 %	S'intéressent fortement à la politique (au sens large du terme) <i>87 % sont dans l'enseignement secondaire général</i> <i>53 % sont dans l'enseignement public</i> <i>49 % sont des garçons</i> <i>40 % ont un père travaillant dans le secteur public</i> <i>23 % se sentent proches du MR</i>
29 %	S'intéressent assez à la politique, sans avoir le goût d'agir politiquement <i>46 % sont des garçons</i> <i>36 % se sentent proches du PS</i>
54 %	Ne s'intéressent pas à la politique <i>60 % sont des filles</i> <i>16 % suivent un enseignement technique (de qualification)</i> <i>7 % n'ont pas répondu à la question de l'identification partisane</i>
1287 répondants sur un échantillon de 1437 (la classe des « sans réponses » n'a pas été reprise). Les classes sont une partition de la classification ascendante hiérarchique construite à partir des profils individuels de réponses à 5 questions de 2 modalités et à 6 questions supplémentaires comptant 2 à 6 modalités. Le total n'égale pas 100 % en raison des arrondis.	

Tableau 2b
Intérêt politique et variables politiques (fréquences du contenu des classes)
(Liège, 2007)

	S'intéressent fortement (17 %)	S'intéressent assez à la politique (29 %)	Ne s'intéressent pas à la politique (54 %)
S'intéressent à la politique (beaucoup/assez)	73*	56	12
Discutent des questions politiques avec amis (très souvent/souvent)	51	57	0
Se sentent proches d'un parti politique	49	65	0
Se sentent concernés par les décisions prises par le gouvernement (très/souvent)	60	46	18
Ont assisté à des débats politiques (souvent/plusieurs fois)	100	0	0

1287 répondants sur un échantillon de 1437 (la classe des « sans réponses » n'a pas été reprise).

Note *: fréquence de la réponse au sein de la classe.

Les étudiants faisant partie de la **deuxième classe (29 %) sont ceux qui s'intéressent assez à la politique, mais qui n'ont pas envie d'agir politiquement ; par exemple, aucun d'entre eux n'a participé à un quelconque événement ou débat politique** (Tableau 2b). Une grande partie de ceux-ci se sent proche d'un parti politique (65 %), un pourcentage même plus important que pour la classe précédente. D'une certaine façon, c'est un intérêt politique différent qui est illustré ici. Il y a un peu plus de garçons dans cette classe que dans l'échantillon total. Politiquement, ils s'identifient davantage avec le parti Ecolo et le PS. En ce qui concerne les quatre indicateurs sociodémographiques, les membres de cette classe se situent dans la moyenne de l'échantillon pour la plupart de ces indicateurs (profession de la mère et du père, filières d'étude et école libre ou publique).

La troisième classe, qui correspond à 54 % de l'échantillon, est composée d'étudiants qui ne s'intéressent globalement pas à la politique. Elle contient proportionnellement plus de filles (60 %) et plus d'étudiants de l'enseignement technique de qualification (16 %) que l'échantillon total. En ce qui concerne leur identification partisane, 7 % n'ont pas répondu à cette question (contre 4 % en moyenne).

Le portrait de l'intérêt politique des jeunes qui est offert ici peut encore être affiné si l'on considère la fréquence, pour chaque classe, des dimensions qui ont été utilisées dans la classification (Tableau 2b). Le tableau comparatif permet de visualiser rapidement les spécificités de chaque classe, de montrer les différences à l'intérieur des classes et les différences existant entre celles-ci. Ainsi, ce n'est pas parce qu'un étudiant se dit fortement intéressé à la politique qu'il se sent nécessairement proche d'un parti politique ou qu'il discute de politique avec ses amis, comme il ressort de l'analyse de la classe comprenant les

étudiants fortement intéressés à la politique¹⁵.

Par conséquent, les résultats de cette classification *intérêt politique et variables politiques* dégagent déjà une image plus nuancée que celle offerte par la question classique d'intérêt politique. Des profils différents ressortent de l'analyse et, à l'intérieur de chaque classe, plusieurs attitudes peuvent être illustrées. La classification suivante met en lumière l'intérêt politique parmi les jeunes dans une perspective différente, celle de leur perception de la politique.

Intérêt politique et perception de la politique

Les éléments principaux de cette classification sont, d'un côté l'intérêt politique et, de l'autre, des variables relatives à l'*image* de la politique telle que la nécessité de réformer les institutions politiques ou celle d'avoir plus de femmes en politique. Comme dans la première analyse, des dimensions supplémentaires ont été ajoutées à la suite de la classification.

Au premier coup d'œil se dégage rapidement une classe formée de **24 % d'étudiants interrogés qui ne considèrent pas nécessaire d'avoir plus de femmes en politique** (Tableau 3a). Peut-être sans surprise, 68 % des membres de cette classe sont des garçons. De plus, ce profil contient une plus grande proportion d'étudiants suivant un enseignement technique de transition ou professionnel. Dans des termes plus politiques, ces étudiants ne s'intéressent plutôt pas à la politique (59 %), pensent que les institutions politiques devraient être réformées et que les gouvernements ont trop de pouvoir (65 % et 57 %) et sont d'accord avec l'idée selon laquelle notre société aurait besoin de changements majeurs (69 %). Cependant, une majorité d'entre eux (66 %) serait prête à s'engager pour défendre ses propres idées.

Le reste de l'échantillon (76 %) est divisé en quatre classes. Parmi celles-ci, une classe

¹⁵ Néanmoins, tous ces élèves participent à des débats et événements politiques. Si plus de trois classes avaient été conservées, des différences au sein de la classe seraient apparues. Toutefois, ces trois classes présentent une bonne image de notre échantillon – en particulier, compte tenu que du fait que seulement cinq indicateurs sont inclus ici. Ces classes montrent suffisamment de différences entre elles, ce qui signifie notamment que la classe « fortement intéressés par la politique » contient des profils d'élèves assez différents des profils des autres élèves.

se détache et contient des **étudiants (19 %) qui ne sont pas prêts à s'engager pour défendre leurs idées**. La majorité de ce groupe a un père qui travaille dans le secteur privé, est inscrite dans une école libre et est de sexe féminin. De plus, 17 % d'entre eux suivent un enseignement technique de qualification. Plus important, leur intérêt politique est plutôt bas : 17 % se disent intéressés par la politique, 64 % pensent que l'éducation citoyenne/politique améliorerait l'engagement, et la plupart d'entre eux, comme la classe précédente, estiment que notre société a besoin de changements (70 %).

Tableau 3a
Intérêt politique et perception de la politique (classification avec variables supplémentaires)
(Liège, 2007)

24 %	Ne souhaitent pas plus de femmes en politique*. 68 % sont des garçons 49 % sont dans l'enseignement public 28 % se sentent proches du MR 7 % suivent un enseignement technique (de transition) 7 % sont dans l'enseignement professionnel
19 %	Ne sont pas prêts à s'engager pour défendre leurs idées. 53 % sont dans l'enseignement libre (privé) 58 % sont des filles 52 % ont un père travaillant dans le secteur privé 17 % suivent un enseignement technique (de qualification)
11 %	Prêts à s'engager pour défendre leurs idées et croient que notre société n'a pas besoin de changements. 58 % sont des filles 50 % sont dans l'enseignement public 37 % se sentent proches du PS 18 % se sentent proches du cdH 15 % suivent un enseignement technique (de qualification) 7 % sont dans l'enseignement professionnel
12 %	Prêts à s'engager pour défendre leurs idées, croient que la société a besoin de changements, mais que les institutions politiques ne doivent pas être réformées. 84 % sont dans l'enseignement secondaire général 72 % sont des filles 34 % ont une mère travaillant dans le secteur privé 24 % se sentent proches du MR 14 % se sentent proches du cdH
34 %	Prêts à s'engager pour défendre leurs idées, croient que la société a besoin de changements et que les institutions politiques doivent être réformées. 83 % sont dans l'enseignement secondaire général 65 % sont des filles 41 % ont une mère travaillant dans le secteur public 39 % ont un père travaillant dans le secteur public 23 % se sentent proches du MR

1210 répondants sur un échantillon de 1437 (la classe des « sans réponses » n'a pas été reprise). Les classes sont

une partition de la classification ascendante hiérarchique construite à partir des profils individuels de réponses à 7 questions de 2 modalités et à 6 questions supplémentaires comptant 2 à 6 modalités. Le total n'égale pas 100 % en raison des arrondis.

Note *: dans les 4 autres classes, tous les répondants considèrent qu'il devrait y avoir plus de femmes en politique.

Les trois dernières classes (qui représentent 57 % de l'échantillon) partagent une caractéristique commune : leurs membres sont prêts à s'engager pour défendre leurs propres idées. Cependant, comme le montre le Tableau 3b, c'est la seule dimension qu'elles ont en commun¹⁶.

Tableau 3b
Intérêt politique et perception de la politique (fréquences du contenu des classes)
Description des trois classes d'étudiants prêts à s'engager pour défendre leurs idées
(Liège, 2007)

	... et croient que la société n'a pas besoin de chang. (11 %*)	... croient que les inst. ne doivent pas être réformées (12 %*)	... croient que les inst. doivent être réformées (34 %*)
S'intéressent à la politique (beaucoup/assez)	36**	42**	41**
Plus engagés s'ils avaient une meilleure formation en politique (tout à fait/assez d'accord)	47	45	52
Les institutions politiques devraient être réformées (tout à fait/assez d'accord)	64	0	100
Notre société n'a pas besoin de changements (tout à fait/assez d'accord)	100	0	0
Gouvernements ont trop de pouvoir (tout à fait/assez d'accord)	64	43	53

Seulement 3 des 5 classes sont présentées ici. L'ensemble de la classification a été présentée au Tableau 3a. Les fréquences sont en pourcentage.

Note *: pourcentage sur l'ensemble de l'échantillon (voir Tableau 3a).

Note **: fréquence de la réponse au sein de la classe.

Parmi les étudiants prêts à s'engager pour défendre leurs idées, on retrouve une grande diversité d'attitudes politiques et d'opinions. Un premier groupe, 11 % de l'échantillon total, se caractérise par l'acceptation de la proposition selon laquelle notre société n'a pas besoin de changements : cependant, la plupart des répondants pensent que les institutions politiques

¹⁶ Nous avons gardé cinq classes dans cette deuxième analyse parce que deux types de profils se distinguaient fortement : ceux qui estiment qu'il ne faut pas plus de femmes en politique et ceux qui ne désirent pas s'engager pour défendre leurs idées. Avec une image plus précise des trois autres groupes, une perspective légèrement

devraient être réformées ou que les gouvernements sont trop puissants. Ici, apparaît une distinction entre la politique *sensu stricto*, qui est l'activité des politiciens, et la politique comme *engagement*, qui est l'activité de tous les citoyens. En effet, 36 % des membres de cette classe s'intéressent beaucoup ou assez à la politique (un pourcentage dans la moyenne).

Comme dans le cas du profil précédent, les membres des deux dernières classes ne sont généralement pas intéressés par la politique, malgré leur volonté de s'engager pour défendre leurs idées. Une dimension importante différencie les deux profils : la question de la nécessité de réformer les institutions politiques. Alors que les membres d'une classe (représentant 34 % de l'échantillon total) sont totalement d'accord avec la proposition selon laquelle les institutions devraient être réformées, les membres de l'autre classe (12 %) ne pensent pas qu'il existe une telle nécessité. En opposition, les deux profils partagent la croyance que notre société n'a pas besoin de changement. Sur cette base, il semble dès lors qu'il soit nécessaire de faire une distinction entre les changements sociétaux et les changements politiques.

Cette description plus fine de la jeunesse – des jeunesses, en fait – nous aide à appréhender la réalité complexe des comportements politiques. Par exemple, d'importants groupes de l'échantillon peuvent partager de nombreuses attitudes et opinions mais différer de manière importante sur l'une ou quelques autres questions comme nous l'avons montré dans le Tableau 3b. Une image unidimensionnelle des jeunes échouera donc inévitablement à refléter la pluralité de leurs attitudes.

Jusqu'ici, nous avons ajouté deux types de variables — des variables politiques *sensu stricto* et des variables mesurant la perception de la politique — dans notre description de l'intérêt politique des jeunes ; un troisième type de variables, plus *sociales*, va être ajouté maintenant.

Intérêt politique et valeurs sociales

différente des réponses des élèves peut être donnée – cette perspective sera illustrée dans la dernière classification générale.

Cette fois, la variable de l'intérêt politique est retirée des éléments principaux et est utilisée comme un élément supplémentaire afin de ne garder dans la liste des éléments principaux que des variables dites de valeurs sociales. Ces valeurs sociales incluent différentes dimensions : le choix entre plus de liberté pour chacun ou plus d'égalité pour tous ; le respect de ses droits avant tout ou le fait de remplir ses devoirs ; un bon citoyen respecte la loi en toutes circonstances ou n'a pas à le faire s'il la considère injuste ; l'importance d'une société hiérarchisée avec des chefs forts ou non. Des éléments supplémentaires sont ajoutés à cette classification des individus en fonction de leurs valeurs sociales : ce sont les indicateurs sociodémographiques et politiques classiques.

Cinq classes décrivant les valeurs sociales des jeunes ressortent de l'analyse multivariée ; chacune comprenant entre 14 et 25 % des répondants (Tableau 4). Ici encore, une analyse nuancée doit être présentée : aucun des profils ne peut être qualifié de « très progressiste » ou de « très conservateur ». Ce n'est d'ailleurs pas notre objectif.

Les trois premières classes, représentant au total 56 % de l'échantillon, sont composées d'étudiants qui pensent qu'il est plus important de faire respecter ses droits que de remplir ses devoirs. Elles se distinguent, cependant, sur deux points : le débat entre liberté et égalité et le débat entre une société hiérarchisée ou une société non hiérarchisée. Sur le premier débat, **le premier profil (21 %) contient ceux qui privilégient l'égalité pour tous à la liberté pour chacun.** Les caractéristiques de ce groupe sont assez intéressantes : filles et étudiants de l'enseignement général et de l'enseignement libre sont surreprésentés. De plus, un quart d'entre eux s'identifie au MR. Surtout, en opposition avec les autres groupes, une plus grande proportion (88 %) pense qu'un bon citoyen doit s'impliquer et défendre ses idées. De l'autre côté, **le deuxième profil (14 %), formé de ceux qui estiment qu'il est préférable d'avoir plus de liberté pour tous,** rassemble proportionnellement plus de garçons (54 %) et plus d'étudiants dont le père travaille dans le secteur privé (48 %) que l'échantillon total.

Deux partis politiques reçoivent plus d'attention le MR et Ecolo (23 % chacun).

Tableau 4
Intérêt politique et valeurs sociales (classification avec variables supplémentaires)
(Liège, 2007)

21 %	Croient qu'il est plus important de faire respecter ses droits que de remplir ses devoirs, qu'il doit y avoir plus d'égalité pour tous que de liberté pour chacun, qu'une société doit être hiérarchisée et avoir des chefs. <i>88 % croient qu'un bon citoyen doit être prêt à s'engager pour défendre ses idées</i> <i>86 % sont dans l'enseignement secondaire général</i> <i>63 % sont des filles</i> <i>57 % sont dans l'enseignement libre (privé)</i> <i>42 % ont une mère travaillant dans le secteur public</i> <i>38 % sont intéressés à la politique</i> <i>25 % se sentent proches du MR</i>
14 %	Croient qu'il doit y avoir plus de liberté pour chacun que d'égalité pour tous, qu'il est plus important de faire respecter ses droits que de remplir ses devoirs, qu'une société doit être hiérarchisée et avoir des chefs. <i>83 % sont dans l'enseignement secondaire général</i> <i>54 % sont des garçons</i> <i>48 % ont un père travaillant dans le secteur privé</i> <i>23 % se sentent proches du MR</i> <i>23 % se sentent proches d'Ecolo</i>
21 %	Ne croient pas qu'une société doit être hiérarchisée et avoir des chefs et croient qu'il est plus important de faire respecter ses droits que de remplir ses devoirs. <i>83 % sont dans l'enseignement secondaire général</i> <i>62 % sont des filles</i> <i>50 % sont dans l'enseignement public</i> <i>25 % se sentent proches du MR</i> <i>19 % se sentent proches « d'autres partis »</i>
25 %	Croient qu'il est plus important de remplir ses devoirs que de faire respecter ses droits. <i>47 % ont un père travaillant dans le secteur privé</i> <i>46 % sont des garçons</i> <i>29 % ont une mère travaillant dans le secteur privé</i> <i>37 % se sentent proches du PS</i> <i>14 % se sentent proches du cdH</i>
19 %	Pensent que les inquiétudes sur l'état de l'environnement sont exagérées*. <i>71 % ne sont pas intéressés par la politique</i> <i>42 % se sentent proches du PS</i> <i>23 % suivent un enseignement technique (de qualification)</i> <i>21 % croient qu'un bon citoyen s'occupe de ses affaires sans faire d'histoire</i> <i>7 % suivent un enseignement technique (de transition)</i> <i>6 % sont dans l'enseignement professionnel</i>

1304 répondants sur un échantillon de 1437 (la classe des « sans réponses » n'a pas été reprise). Les classes sont une partition de la classification ascendante hiérarchique construite à partir des profils individuels de réponses à 6 questions de 2 modalités et à 8 questions supplémentaires comptant 2 à 6 modalités. Le total n'égale pas 100 % en raison des arrondis.

Note *: dans les 4 autres classes, aucun étudiant ne pense que les inquiétudes sur l'état de l'environnement sont exagérées.

Le troisième profil se différencie des deux classes précédentes sur le débat entre une

société hiérarchisée et une société non-hiérarchisée. En effet, alors que les étudiants trouvant leur place dans les deux premières classes affirment qu'une société devrait avoir une hiérarchie et des chefs, les membres de la troisième classe (21 %) contestent cette affirmation. Les filles et les étudiants de l'enseignement général et de l'enseignement libre sont surreprésentés ici. Fait intéressant à noter, 19 % des étudiants de cette classe disent se sentir proches « d'autres partis » (contre 13 % dans l'échantillon total).

Le quatrième profil (25 %) est composé d'étudiants qui pensent au contraire qu'il est plus important de remplir ses devoirs que de faire respecter ses droits. Sur les autres indicateurs de valeurs sociales, leurs réponses correspondent aux réponses moyennes pour l'échantillon. Cependant, leurs caractéristiques sociodémographiques divergent en quelque sorte du reste de l'échantillon : ils ont plus fréquemment des parents qui travaillent dans le secteur privé, ils sont plus nombreux à se sentir proches du PS et du cdH que dans l'échantillon total, et les garçons sont surreprésentés.

La cinquième classe se distingue des quatre premières ; celle-ci rassemble les étudiants qui pensent que les craintes au sujet de l'environnement sont exagérées. Parmi les membres de cette cinquième classe, nombreux sont les jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique (71 %), qui se sentent proche du PS (42 %), et suivent un enseignement technique (de transition ou de qualification) ou professionnel (36 %).

Intérêt politique : une conception multidimensionnelle

Le portrait de l'intérêt politique des jeunes présenté à partir de ces trois premières classifications est assurément pluriel et complexe. Afin de raffiner ce portrait, nous avons combiné ces indicateurs dans deux classifications ascendantes hiérarchiques générales¹⁷.

La première propose six classes reflétant différents profils d'intérêt politique et présente,

¹⁷ Sauf trois variables qui n'éclairaient pas l'analyse : « Les inquiétudes sur l'état de l'environnement sont exagérées », « Une société doit être hiérarchisée et avoir chefs » et « On peut faire ce que l'on veut dans la société aujourd'hui ».

en éléments supplémentaires, la variable classique sur l'intérêt politique. En procédant ainsi, on peut d'une certaine façon « décomposer » cette question classique « Est-ce que tu t'intéresses à la politique ? ». La combinaison de ces 13 variables génère donc six classes reflétant différents profils d'intérêt politique. Les Tableau 5a et Tableau 5b indiquent que les classes peuvent être divisées en deux groupes : d'une part, **les deux premières classes comprenant des étudiants « qui s'intéressent à la politique » (représentant 31 % de l'échantillon)** et, d'autre part, **les quatre autres classes regroupent les étudiants qui, à la lumière des différents indicateurs, « ne s'intéressent pas à la politique » (représentant 70 % de l'échantillon)**. Néanmoins, dès qu'une analyse plus approfondie est menée, des similarités et des différences apparaissent rapidement *au sein* de ces deux groupes et *entre* les classes.

Tableau 5a
Intérêt politique (classification avec variables supplémentaires)
(Liège, 2007)

17 %	sont intéressés à la politique et ont assisté à des événements politiques ou des débats. <i>73 % sont beaucoup ou assez intéressés à la politique</i>
14 %	sont intéressés à la politique, mais n'a pas assisté à des événements politiques ou des débats. <i>68 % sont beaucoup ou assez intéressés à la politique</i>
33 %	ne sont pas intéressés par la politique, mais sont prêts à s'engager pour défendre leurs idées. <i>78 % sont peu ou pas du tout intéressés à la politique</i>
15 %	ne sont pas intéressés par la politique et croient que notre société n'a pas besoin de changements. <i>81 % sont peu ou pas du tout intéressés à la politique</i>
12 %	ne sont pas intéressés par la politique et ne souhaitent pas plus de femmes en politique. <i>73 % sont peu ou pas du tout intéressés à la politique</i>
10 %	ne sont pas intéressés par la politique et ne sont pas prêts à s'engager pour défendre leurs idées. <i>89 % sont peu ou pas du tout intéressés à la politique</i>

1218 répondants sur un échantillon de 1437 (la classe des « sans réponses » n'a pas été reprise). Les classes sont une partition de la classification ascendante hiérarchique construite à partir des profils individuels de réponses à 13 questions de 2 modalités et à une question supplémentaire. Le total n'égale pas 100 % en raison des arrondis.

Il ressort tout d'abord des Tableaux 5a et 5b que l'intérêt politique ne va pas nécessairement de pair avec une activité politique. En effet, parmi le tiers des étudiants qui s'intéresse généralement à la politique, seulement la moitié d'entre eux a assisté à des débats

ou événements politiques. Ensuite, un autre tiers de l'échantillon est composé d'étudiants qui ne s'intéressent pas du tout à la politique, mais qui sont prêts à s'engager dans un groupe pour défendre leurs idées – ce qui pour nous reflète un potentiel pour un engagement politique pris au sens large. Enfin, bien que le troisième tiers des répondants ne soit pas intéressé par la politique, certains de ceux-ci croient que notre société a besoin de changements (15 %), d'autres estiment qu'il ne faudrait pas plus de femmes en politique (12 %) et un troisième groupe rejette toute forme d'intérêt politique (10 %).

Tableau 5b
Intérêt politique (fréquences du contenu des classes)
(Liège, 2007)

	Classe 1 (17 %*)	Classe 2 (14 %*)	Classe 3 (15 %*)	Classe 4 (33 %*)	Classe 5 (10 %*)	Classe 6 (12 %*)
Discutent des questions politiques avec amis (très souvent/souvent)	52**	98**	5**	2**	3**	9**
Se sentent proches d'un parti politique	50	47	12	23	13	17
Se sentent concernés par les décisions prises par le gouvernement (très/souvent)	62	51	18	29	10	19
Ont assisté à des débats politiques (souvent/plusieurs fois)	99	3	0	0	0	7
Plus engagés s'ils avaient une meilleure formation en politique (tout à fait/assez d'accord)	48	50	43	46	31	37
Les institutions politiques devraient être réformées (tout à fait/assez d'accord)	71	66	59	70	61	72
Prêts à s'engager pour défendre leurs idées	82	84	56	97	2	60
Notre société n'a pas besoin de changements (tout à fait/assez d'accord)	24	26	98	3	0	6
Avoir plus de femmes en politique (tout à fait/assez d'accord)	77	70	74	97	100	0
Gouvernements ont trop de pouvoir (tout à fait/assez d'accord)	48	49	69	52	56	60
Plus important de faire respecter ses droits (que remplir ses devoirs)	68	66	63	68	71	57
Un bon citoyen respecte la loi en toutes circonstances	43	39	49	52	56	50
Plus de liberté pour chacun que d'égalité pour tous (tout à fait/assez d'accord)	43	40	55	35	33	45

Les fréquences sont en pourcentage.

Note *: pourcentage sur l'ensemble de l'échantillon

Note **: fréquence de la réponse au sein de la classe.

Le Tableau 5b permet, pour chaque classe, de reprendre les fréquences de chacune des

questions qui ont permis de les composer, soit différentes variables politiques, la perception de la politique et des valeurs sociales. En découpant notre échantillon en six classes, chacune étant dépendante de l'autre, à partir de 13 dimensions, nous avons une illustration beaucoup plus complexe, « multidimensionnelle », de l'intérêt politique. En d'autres mots, pour discuter de l'intérêt politique, d'aucuns ne saurait se contenter que d'un coin du tableau (celui représenté par la classe 5, par exemple, et qui est fortement marquée par le rejet de la « politique ») : c'est, au contraire, tout le tableau qu'il faut garder à l'esprit, puisque c'est lui qui représente la mosaïque des possibilités que l'on retrouve chez les élèves liégeois.

Finalement, une dernière classification nous semble plus illustrative et mérite d'être retenue. Ainsi, il nous est apparu plus représentatif de ne pas inclure la variable « plus de femmes en politique » dans la liste des variables actives puisque les 21 % de répondants qui croyaient qu'il ne devrait pas y avoir plus de femmes en politique étaient très isolés par rapport aux autres dimensions de l'enquête et formaient rapidement une classe à eux seuls¹⁸. En mettant cette dimension en élément supplémentaire, cinq classes peuvent être retenues.

Tableau 6
Intérêt politique en excluant la référence à la place des femmes en politique
(fréquences du contenu des classes)
(Liège, 2007)

	Classe 1 (17 %*)	Classe 2 (21 %*)	Classe 3 (33 %*)	Classe 4 (14 %*)	Classe 5 (15 %*)	Fréquence échantillon
Discutent des questions politiques avec amis (très souvent/souvent)	<u>52</u> **	<u>59</u> **	8**	3**	6**	25
Se sentent proches d'un parti politique	<u>48</u>	<u>68</u>	3	12	16	27
Se sentent concernés par les décisions prises par le gouvernement (très/souvent)	<u>60</u>	<u>53</u>	23	18	12	32
Ont assisté à des débats politiques (souvent/plusieurs fois)	<u>100</u>	0	.	1	1	17
Plus engagés s'ils avaient une meilleure formation en politique (tout à fait/assez d'accord)	50	52	45	39	31	44
Les institutions politiques devraient être réformées (tout à fait/assez d'accord)	71	66	72	65	61	67

¹⁸ Il va sans dire que le choix des variables incluses dans l'analyse influence grandement le portrait final. Ce choix ne nous semble cependant pas plus critiquable que dans tout type d'analyse statistique. Il convient néanmoins d'avoir une idée précise des dimensions du tableau et des fréquences initiales de chaque variable.

Prêts à s'engager pour défendre leurs idées	82	92	98	53	0	73
Notre société n'a pas besoin de changements (tout à fait/assez d'accord)	24	19	5	100	2	24
Gouvernements ont trop de pouvoir (tout à fait/assez d'accord)	49	50	52	70	58	49
Plus important de faire respecter ses droits (que remplir ses devoirs)	65	69	64	67	69	66
Un bon citoyen respecte la loi en toutes circonstances	46	41	52	49	55	49
Plus de liberté pour chacun que d'égalité pour tous (tout à fait/assez d'accord)	45	41	36	54	39	41

Les fréquences sont en pourcentage. 1283 répondants sur un échantillon de 1437 (la classe des « sans réponses » n'a pas été reprise). Les classes sont une partition de la classification ascendante hiérarchique construite à partir des profils individuels de réponses à 12 questions de 2 modalités et à une question supplémentaire. Le total n'égale pas 100 % en raison des arrondis. La dernière colonne représente le pourcentage de la modalité dans l'ensemble des répondants.

Note *: pourcentage sur l'ensemble de l'échantillon

Note **: fréquence de la réponse au sein de la classe.

Notre recherche nous permet-elle de dire « pourquoi » les jeunes s'intéressent ou ne s'intéressent pas à la politique ? Regardons les différents indicateurs en fonction des classes. On le voit d'emblée, ce sont principalement sept variables qui expliquent la construction des cinq classes d' « intérêt politique ». La première classe (la classe 1) qui apparaît à la lecture du Tableau 6, comme dans l'analyse précédente, regroupe 17 % des jeunes interrogés. **Ces derniers se distinguent par leur participation à des débats politiques.** Si les membres de la classe 1 se caractérisent par leur participation politique, **les jeunes de la classe 2 (21 %) le font par leur intérêt politique relativement plus prononcé que la moyenne et même que les jeunes de la classe 1.** En effet, ils discutent souvent ou de temps en temps de politique avec leurs proches et se sentent proches d'un parti politique. Par contre, aucun d'entre eux n'a jamais assisté à un débat politique. Si ces deux premières classes sont marquées par respectivement la participation politique et l'intérêt politique de leurs membres, il ne faudrait pas conclure que le reste des jeunes ne montre aucun signe d'intérêt politique.

Se disant prêts à s'engager pour défendre leurs idées, les jeunes de la classe 3 (33 %) révèlent un potentiel de mobilisation non négligeable. Dans une veine similaire, **les membres de la classe 4 (14 %) estiment unanimement que notre société a besoin de**

changements et que les gouvernements ont trop de pouvoir. Partant de ce constat, la moitié d'entre eux se disent prêts à s'engager pour défendre leurs idées. Ici aussi, on sent un potentiel d'action même s'il ne prend pas la forme d'action politique au sens strict. Ainsi, les jeunes de ces deux classes semblent indiquer un certain rejet de la politique traditionnelle et des indicateurs qui la mesurent mais ne sont pas dénués d'une « conscience sociétale » qu'ils sont prêts à défendre. Enfin, **15 % des jeunes interrogés, regroupés dans la classe 5, ne montrent ni véritable intérêt politique ni potentiel de mobilisation.** Cependant, il ne faudrait pas stigmatiser ceux-ci mais plutôt essayer de comprendre les éventuelles raisons derrière leurs attitudes.

Bien que l'exercice ne soit pas dénué de périls, ce portrait des jeunes dressé à partir de la combinaison de 13 variables politiques au sens strict comme au sens large montre indéniablement que l'intérêt politique peut – doit – être vu comme une réalité multidimensionnelle. Se résoudre à interroger l'intérêt politique des jeunes au travers d'une seule question, voire de quelques-unes, ne peut suffire, nos analyses le montrent, à comprendre leurs rapports à la politique et, plus généralement, à la société.

En guise de conclusion

Que retenir alors ? En fait, l'intérêt pour la politique, loin d'aller de soi ou être porté par essence par une classe d'âge, est peut-être une réalité plus nuancée. Même une enquête par questionnaire comme celle que nous avons réalisée dans les écoles de Liège, si on s'en donne la peine, permet de retrouver la trace de jeunes qui s'intéressent à la politique, qui participent ou qui défendent des projets de société particuliers. Toutefois, les résultats montrent aussi que de nombreux élèves ne s'intéressent pas à la politique et ne s'engagent pas. Si on ne cherche pas à globaliser, les données offrent ainsi un portrait nuancé. La participation et l'intérêt politique, à n'en pas douter, demeurent cependant des réalités marginales – bien qu'assurément importantes.

Nous croyons avoir pu illustrer l'intérêt politique des jeunes en respectant l'idée de ne pas utiliser qu'un ou quelques indicateurs de façon univariée ; de nombreux autres indicateurs – politiques au sens strict et au sens larges ainsi que sociaux – doivent être pris en compte afin d'offrir un portrait pluriel et complexe qui reflètera mieux, par sa pluralité et sa complexité, la réalité de l'intérêt politique des jeunes, un concept multidimensionnel. En tant que groupe, les jeunes ne peuvent être considérés comme *apolitiques* ; c'est justement en considérant les jeunes comme un groupe homogène que l'on est conduit à cette conclusion qui ne respecte pas les données tirées de la réalité. Les jeunes se caractérisent par une diversité de comportements, d'attitudes et d'opinions qui explique ces différences d'intérêt politique parmi « la » jeunesse. Nos classes construites par classifications ascendantes hiérarchiques ont bien su mettre en évidence cette diversité et contraster ainsi les différentes perceptions de la politique parmi les jeunes.

Finalement, si comprendre l'intérêt politique des jeunes nécessite une conception multidimensionnelle de celui-ci, un pas supplémentaire pourrait être franchi en supprimant l'adjectif « politique » de toute mesure de l'intérêt politique puisque ce qualificatif reçoit une trop lourde connotation – positive, parfois, mais plus souvent négative – auprès de nombreux jeunes. De tels indicateurs « apolitiques », par exemple demandant la position des répondants par rapport au rôle du gouvernement dans la gestion de diverses thématiques sociétales, permettraient ainsi, selon leurs partisans, de ne pas introduire un biais « politique ». Bien que cette démarche méthodologique semble intéressante au vu de la perception de la politique par les citoyens, il demeure à nos yeux important de conserver l'adjectif politique dans certains indicateurs d'intérêt politique – et de combiner ceux-ci avec des indicateurs non-politiques – car comprendre l'intérêt politique des jeunes englobe la compréhension de l'intérêt pour la politique dans son ensemble, y compris ce que d'aucuns appellent la politique « politicienne ».

On peut certainement regretter que les jeunes actifs d'aujourd'hui ne retiennent peut-être pas davantage l'attention. Souhaitent-ils délibérément demeurer à l'arrière-scène ? Est-ce un problème de communications ou de médias ou davantage la volonté d'entreprendre une démarche solitaire ou discrète, qui ne s'adresserait pas à la population jeune elle-même ou à l'ensemble de la société ? Ces jeunes qui souhaitent des changements sociaux y croient-ils vraiment ? Mobilisent-ils d'autres jeunes avec eux sur ces questions ? Nos résultats d'enquête illustrent un potentiel, à n'en pas douter : il reste encore à le réaliser.

Bibliographie

- Claes, Ellen, Céline Declaire, Yves Dejaeghere, Stefaan Fiers, Marc Hooghe et Ellen Quintelier, *Étude Jeunesse 2006: Un premier portrait des opinions des jeunes de seize ans*, Louvain, Centre for Citizenship and Democracy, 2006, 22 p.
- Confédération des Organisations de Jeunesse, *Actes du séminaire sur « L'Engagement des Jeunes en Europe »*, Bruxelles, 2006, 45 p.
- Converse, Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in David Ernest Apter (dir.), *Ideology and discontent*, New York, Free Press, 1964, pp. 206-261.
- Fournier, Bernard et Raymond Hudon, « Appartenance nationale et cohérence des univers de référence. Études auprès d'étudiants québécois en 1992 et 1995 », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 15^e année, vol. 28, n° 2, 1995, pp. 97-117.
- Fournier, Bernard, « Faire partie d'une association, aujourd'hui : qui sont les jeunes qui participent, au Québec, en France et en Belgique ? », *Égalité ; revue acadienne d'analyse politique*, n° 30, automne 1991, pp. 39-67.
- Fournier, Bernard, *Participation et intérêt politiques de lycéens français, belges et québécois au début des années 90 : Une analyse plurielle fondée sur la dynamique de construction des univers de référence*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1998 [non publiée].
- Fournier, Bernard « Le mythe de la dépolitisation de la jeunesse », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 2, 2007, pp. 295-299.
- Fournier, Bernard, « Socialisation politique et mosaïque des possibles : l'apport de Jean Piaget », in Didier Vrancken, Christophe Dubois et Frédéric Schoenaers (dir.), *Penser la négociation. Mélanges en hommage à Olgierd Kutý*, Bruxelles, De Boeck, 2008, pp. 83-91.
- Fournier, Bernard et Min Reuchamps, « Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes Liégeois », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 3, 2008, pp. 371-383.
- Guillaume, Jean-François et Anne Quéniart (dir.), « Engagement social et politique dans le parcours de vie », numéro spécial de *Lien social et politique*, n° 51, 2004.
- Hudon, Raymond et Bernard Fournier (dir.), *Jeunesses et politique*, tome I : *Conceptions de la politique en Amérique du Nord et en Europe*, tome II : *Mouvements et engagements*

- depuis les années trente*, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 1994, coll. « Sociétés et mutations »/« Logiques politiques », 552 et 548 p.
- Hudon, Raymond et Bernard Fournier, « À quel âge est-on prêt à voter ? La participation des jeunes à la vie collective », *Perspectives électorales/Electoral Insight*, vol. 5, n° 2, juillet 2003, pp. 36-41.
- Hudon, Raymond, Bernard Fournier et Louis Métivier, « L'intérêt des jeunes pour la politique : une question de mesure ? Enquêtes auprès de jeunes de 16 à 24 ans », in Kathy Megyery (dir.), *Les jeunes et la vie politique au Canada. Engagement et participation*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1992, coll. « Études de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis politiques », vol. VIII, pp. 3-66.
- Jambu, Michel, *Exploration informatique et statistique des données*, Paris, Dunod, 1989, coll. « Collection technique et scientifique des télécommunications », 506 p.
- Juan, J., « Classification ascendante hiérarchique selon les voisins réciproques », *Les cahiers de l'analyse des données*, vol. VII, n° 2, 1982.
- Muxel, Anne, *Les jeunes et la politique*, suivi d'un débat avec Pascal Perrineau, Paris, Hachette, coll. « Questions de politique », 137 p.
- Percheron, Annick et René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, 272 p.
- Percheron, Annick, « La socialisation politique ; Défense et illustration », *Traité de science politique*, Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), tome III, *L'action politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, pp. 165-235.
- Percheron, Annick, *La socialisation politique* (textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel), Paris, Armand Colin, 1993, coll. « U – sociologie », 226 p.
- Shawn W. Rosenberg, *Reason, Ideology and Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1988.
- Shawn W. Rosenberg, Dana Ward et Stephen Chilton, *Political Reasoning and Cognition. A Piagetian View*, Durham, Duke University Press, 1988.

Notice méthodologique

Composition de l'échantillon

En Belgique, le réseau et la filière d'études ainsi que le milieu socioéconomique sont généralement considérés comme deux variables explicatives des attitudes, des opinions et des préférences des étudiants. Dans la composition de notre échantillon, nous avons veillé à tendre vers la répartition réelle entre les étudiants inscrits dans les écoles du réseau libre et du réseau public (55/45 en réalité; 48/52 dans notre échantillon), entre les étudiants inscrits dans les filières d'études générale, technique de transition, technique de qualification et professionnelle (bien que la filière d'étude générale soit nettement surreprésentée : 47/8/25/20 en réalité – répartition calculée à partir des attestations délivrées en 4^e, 5^e et 6^e secondaires par la Communauté française – ; 79/4/13/4 dans notre échantillon) et entre les écoles. Quant à la variable de l'origine socioéconomique, la diversité et la répartition géographique des huit écoles – de Liège et sa banlieue – choisies devraient permettre d'obtenir des individus issus de tous les milieux socioéconomiques. Enfin, l'échantillon compte 42 % de garçons et 57 % de filles (18 élèves n'ont pas répondu à cette question, par manque de temps vraisemblablement), dont les trois quarts sont âgés entre 16 et 18 ans (78 %).

Aire géographique	Type d'école	Réseau d'enseignement	Part dans l'échantillon	Nombre et type de classes interrogées	Proportion garçons/filles	Code
Liège I	Enseignement général	public	23 % (N = 335)	6 de 4 ^e année 3 de 5 ^e année 6 de 6 ^e année	44/56	LYC3
Liège II	Enseignement général et technique	public	7 % (N = 105)	Toutes les classes de 4 ^e année générale Toutes les classes de 5 ^e année technique Toutes les classes de 6 ^e année générale	33/67	LYC5
Liège III	Enseignement général	public	2 % (N = 35)	2 de 6 ^e année	44/56	LYC7
Liège IV	Enseignement général	privé	40 % (N = 569)	10 de 4 ^e année 6 de 5 ^e année 8 de 6 ^e année	48/52	LYC1
Liège V	Enseignement technique et professionnel	public	7 % (N = 97)	1 de 4 ^e année 3 de 5 ^e année 2 de 6 ^e année 1 de 7 ^e année	44/56	LYC8
Proche banlieue de Liège (Chênée) Liège VI	Enseignement technique	privé	8 % (N = 119)	Toutes les classes de 5 ^e année technique Toutes les classes de 6 ^e année technique	14/86	LYC6
Banlieue de Liège (Seraing) Liège VII	Enseignement général et technique	public	8 % (N = 115)	Toutes les classes de 4 ^e année générale Toutes les classes de 6 ^e année technique	47/53	LYC4
Banlieue de Liège (Ougrée) Liège VIII	Enseignement général et technique	public	4 % (N = 62)	3 de 4 ^e année 1 de 5 ^e année 1 de 6 ^e année	51/49	LYC10
Total			100 %		43/57	

Source : Enquête *Liège 2007* — 1437 répondants.